

## « J'existe ! » : Synthèse des doléances et propositions

Avec plus de 3000 communes qui ont participé à l'opération « Mairie ouverte », l'AMRF a réceptionné plusieurs dizaines de milliers de contributions venues de toute la France. Conformément à son engagement, elle a remis l'intégralité des doléances et propositions à l'exécutif. Avant de poursuivre l'analyse de ces contributions, communs uniques sur l'état du pays, avec l'aide d'universitaires, une première synthèse a été réalisée, dont voici les principaux enseignements.

**S**ans surprise, le thème qui ressort est celui d'une véritable justice sociale. Cette idée, qui recouvre différentes dimensions, est liée à la préoccupation des français de « pouvoir finir les fins de mois dignement ». Mais ce sentiment d'injustice est souvent porté dans une dimension collective car « il en va de notre cohésion nationale » en prônant une nécessaire équité de traitement entre les citoyens quel que soit leur territoire de résidence (« que les petites gens et les ruraux soient respectés »). Parallèlement, les cahiers sont unanimes face au sentiment « d'injustice » et « d'inégalité » devant l'impôt. Si la lutte contre la fraude fiscale est souvent la première évoquée, la réorganisation du système fiscal fait l'objet de longs développements avec pour principale demande le « rétablissement de l'ISF ». Arrivant directement après les sujets liés à la justice sociale et fiscale, la question territoriale prouve que les inégalités sociales sont liées aux inégalités territoriales. Le sentiment d'abandon et d'injustice sociale se double donc clairement d'un sentiment de relégation territoriale, autour des questions de ruralité, et de la perception que les gens en ont en termes d'inégalité des chances. Pour l'illustrer, les problématiques de transports et de mobilités matérialisent le sentiment d'injustice, en dénonçant « l'absence d'alternatives à la voiture » et

« la culpabilisation de l'automobiliste pollueur » alors même que « l'offre de transports publics diminue et que les gares ferment ». En parallèle, si la conscience et l'urgence d'agir pour la transition écologique et énergétique transparaissent fortement, les cahiers montrent un fort sentiment d'injustice quant à la répartition des efforts, avec en toile de fond des demandes pour « valoriser le travail et les travailleurs » et un sentiment d'injustice quant aux aides perçues par certains citoyens qui rejoint les prises de paroles sur la question de l'immigration. Ce sentiment se couple d'une unanimité quant à la nécessité et l'urgence de « maintenir des services de proximité » et « des services publics et ses agents au plus près des citoyens ». Jugeant qu'il faut « considérer le monde rural à égalité avec celui des villes » car « chacun paye des impôts et donc chacun a droit au service public », le fil rouge des cahiers exprime clairement « un sentiment d'abandon des territoires ruraux ».

### Lutter contre le sentiment d'abandon des territoires ruraux

Ce constat s'appuie sur l'idée d'une « déconnection entre le peuple et ses dirigeants politiques » avec des « décisions venues d'en haut sans concertation » qui amènent les citoyens à s'interroger sur le fonctionnement de la démocratie représentative, et à demander plus de démocratie directe ou à « remettre la commune au centre de la démocratie locale ». Plus globalement, les citoyens regrettent le « mépris du pouvoir central envers les territoires » en dénonçant

### « LE MODE DE VIE RURAL EST PORTEUR D'AVENIR »

l'aveuglement du Président de la République qui ignore « ceux qui ont dû porter un gilet jaune pour qu'enfin vous les entendiez ». Pour y répondre, beaucoup souhaitent rénover l'organisation politique en redonnant davantage de pouvoirs à la commune et aux élus. Ils expriment ainsi l'importance de s'appuyer non seulement sur la proximité mais aussi sur l'interconnaissance locale et le besoin de davantage de subsidiarité dans l'action confiée aux élus. Dénonçant « l'incapacité des pouvoirs successifs à écouter et comprendre ce qui se passe en milieu rural », les habitants s'affranchissent de l'expression plaintive pour au contraire être force de propositions avec la conviction que « le mode de vie rural est porteur d'avenir » pour « attirer des entreprises et des habitants tout en satisfaisant aux exigences climatiques actuelles ». « Respectez-nous et venez nous voir ! ». Ce mot d'ordre prouve qu'une conscience collective sur le potentiel des espaces ruraux émerge avec l'exigence que l'État porte un regard renouvelé et plus précis sur la situation des campagnes.

**« REMETTRE LA COMMUNE  
AU CENTRE DE LA  
DÉMOCRATIE LOCALE »**

Retrouvez  
l'intégralité  
de la synthèse  
sur le site de  
l'AMRF :  
[www.amrf.fr](http://www.amrf.fr)

